



Fédération des chambres
de commerce du Québec

fccq

Allocution de Mme Françoise Bertrand
Présidente-directrice générale
de la Fédération des chambres de commerce du Québec

Conférence NASCO
Corridors et portes d'entrée en Amérique du Nord

Québec

L'allocution prononcée fait foi

3 juin 2009

Mesdames et messieurs bonjour,

Dans le contexte de la mondialisation, les corridors de commerce et les portes d'entrée de l'Amérique du Nord sont devenus des enjeux de premier plan. L'entente de libre-échange signée en 1989 entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain (l'ALÉNA) qui suivit quelques années plus tard en incluant le Mexique, ont renforcé le commerce nord-sud et amené les milieux d'affaires et les gouvernements à intensifier la collaboration transfrontalière. C'est ainsi qu'une vingtaine d'organismes transfrontaliers et de corridors de commerce ont été mis en place dans la zone de l'ALÉNA.

À l'origine, la croissance rapide des échanges et les problèmes de congestion ont incité la plupart des organismes à se concentrer sur les questions relatives au transport et à la frontière. Les gouvernements ont investi des sommes importantes dans la rénovation des infrastructures de transport, en particulier du réseau routier, et dans l'amélioration des installations frontalières. Il faut dire que les événements du 11 septembre 2001 avaient créé plusieurs contraintes qui s'ajoutaient à une situation déjà difficile sur les grands réseaux routiers et aux postes frontaliers.

Aujourd'hui, on constate que ces initiatives ont eu des résultats positifs même s'il reste beaucoup à faire. La reconnaissance des permis de conduire renforcé comme pièce d'identité à la frontière est un exemple de la contribution des organisations de corridors devant le défi d'assurer à la fois l'efficacité de la frontière et la sécurité. La collaboration des milieux d'affaires et des gouvernements a permis de mettre en place des solutions innovatrices où la technologie facilite la mise en œuvre de solutions efficaces tout en garantissant la sécurité dans l'ensemble de la chaîne de production et de distribution. L'adoption des programmes NEXUS et FAST en témoigne.

Si le transport et la frontière ont constitué les grandes priorités de la plupart des organisations transfrontalières et de corridors de commerce, d'autres enjeux ont également attiré leur attention dès le départ, notamment l'énergie, l'environnement, la technologie et le

développement de certains secteurs comme le tourisme et l'agriculture. Dans le nouveau contexte marqué par une récession sévère et la transformation de grands segments de l'économie, en particulier les services financiers, l'automobile et l'industrie forestière, ces enjeux sont aujourd'hui plus que jamais au cœur des activités et des préoccupations des corridors de commerce.

L'énergie et l'environnement sont à l'ordre du jour depuis quelques années déjà, mais la crise actuelle a un effet d'accélérateur et de propulseur : il ne s'agit plus par exemple de faire une promotion vertueuse de la voiture écologique; il s'agit maintenant de la fabriquer pour un marché de masse et d'en faire un produit de base des grands constructeurs. Il en est de même du transport et de l'environnement : nous sommes à un point de rupture qui commande de nouveaux modèles de comportement des consommateurs et des usagers et aussi de nouvelles politiques. À mon avis, les corridors de commerce doivent inscrire leurs plans d'action dans ce nouveau paysage économique, social et environnemental. Et ils commencent à le faire en posant des questions fondamentales que je me permets de résumer brièvement ici.

Comment réformer le secteur de l'énergie de manière à ce que les grands secteurs industriels et les transports s'inscrivent dans un développement économique durable ? Comment modifier les politiques gouvernementales, les stratégies des entreprises et les comportements des consommateurs pour accélérer la diffusion et l'utilisation des sources d'énergie plus compatibles avec l'environnement ? À titre d'un des plus grands producteurs d'hydro-électricité en Amérique du Nord, le Québec occupe une position privilégiée. Ses immenses ressources lui permettent de répondre à une partie des besoins des provinces voisines et des États américains limitrophes.

Le secteur des transports est aussi au cœur des interrogations. Comment revoir le transport automobile pour en faire une composante du développement durable. Comment redéfinir le transport des marchandises et la gestion de la chaîne d'approvisionnement pour mieux concilier l'économie et l'environnement ? Comment les villes et les gouvernements

territoriaux doivent-ils revoir le transport urbain et comment les entreprises et les milieux d'affaires peuvent-ils contribuer à définir une vision qui supporte à la fois le développement de l'économie et la protection de l'environnement ?

Mais le défi central qui intègre l'ensemble des enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées c'est bien celui de l'environnement. Et la crise actuelle peut servir d'opportunité dans la mesure où nous nous donnons la capacité d'agir sur plusieurs fronts en même temps, en repensant les politiques de l'énergie et du transport et en misant sur l'industrie de l'environnement et sur les technologies qui en constituent la base. Certains corridors de commerce n'ont pas hésité à prendre des initiatives concrètes et à s'ouvrir à une collaboration transfrontalière.

Permettez-moi de vous dire quelques mots du Corridor Québec-New York. En novembre dernier, le Corridor Québec-New York a tenu son quatrième sommet économique à Montréal. Co-présidé par les chefs de gouvernement du Québec et de l'État de New York, l'événement a porté sur l'environnement, ou plus précisément sur les moyens de faire de Québec-New York un véritable corridor vert. C'est dans ce contexte que la Fédération des chambres de commerce du Québec que je dirige a signé l'automne dernier une entente de coopération avec la chambre de commerce de Plattsburgh-North Country concernant la création d'un Conseil vert du Corridor Québec-New York. Notre objectif est de soutenir les changements dans les secteurs de l'énergie et du transport qui renforcent les assises économiques du développement durable.

L'accord prévoit une collaboration étroite avec la Commission de coopération environnementale de l'ALÉNA. Il est heureux que cette instance de l'ALÉNA, dont le siège est à Montréal, collabore avec les organisations de corridors de commerce.

Nos panelistes auront l'occasion d'illustrer comment les corridors de commerce et les portes d'entrée dans lesquels ils œuvrent réagissent à la nouvelle réalité économique. Nous verrons par exemple comment la coalition du corridor de l'I-95 s'est dotée à la fin de

l'année dernière d'une nouvelle vision des transports à l'horizon 2040, qui cherche à concilier le développement économique dans un environnement où la production de carbone est limitée. Par ailleurs, le projet de Porte d'entrée continentale et de corridor de commerce Québec-Ontario s'interroge sur les moyens de redynamiser les échanges dans ce couloir stratégique pour le Canada tout en prenant en compte les nouveaux défis en matière d'énergie, de transport et d'environnement.

Le Corridor Nasco est un autre exemple des efforts déployés par les milieux d'affaires et les gouvernements pour appuyer la croissance économique dans une perspective de développement durable. La collaboration avec l'EPA ainsi que le projet pilote sur la chaîne d'approvisionnement montrent que l'enjeu principal pour les entreprises est d'inscrire les préoccupations environnementales dans les nouveaux schémas de croissance économique. C'est le défi d'aujourd'hui et de demain que nous sommes invités à relever.